

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 98

p.a.f. 0,80 € - janvier 2020

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Préparons la riposte du monde du travail

Dans ce numéro:

Le mouvement contre la réforme des retraites en France

USA-Iran: le capitalisme, c'est la guerre

L'Australie brûle : l'irresponsabilité du gouvernement

L'austérité: aussi en Wallonie

Pendant ce temps au Congo : une barbarie sans nom

En décembre, le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a lancé une grande offensive militaire à l'Est du pays pour « éradiquer les groupes armés qui y sévissent ».

Cette région dont le sous-sol regorge de minéraux est soumise depuis plus de 25 ans à une guerre permanente entre des groupes armés aux contours fluctuants, financés et armés par les grands trusts miniers, autour des mines de coltan, d'or et autres. Les victimes dans la population civile qui vit dans la terreur permanente, se comptent par millions ! La seule chose dont on ne manque jamais là-bas, c'est d'armes et de munitions.

L'armée gouvernementale congolaise apporte la guerre à la guerre, et déjà il est question de populations civiles tentant de fuir, mais où ? Le souci de Tshisekedi n'est bien sûr pas le sort de la population civile, mais la mainmise sur les mines. Cela n'empêche pas l'armée belge d'annoncer que « la coopération militaire va reprendre progressivement à partir de 2020 » avec la RDC. A moins que ce soit justement cette reprise du contrôle de la région minière qui la motive !

Le capitalisme patauge dans le sang, il est temps de s'en débarrasser !



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskyste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Droit de polluer bon marché

En 2019, selon les estimations d'une ONG, les grandes entreprises pétrolières du monde auraient dépensé 200 millions de dollars dans des activités de lobbying visant à retarder ou à bloquer l'adoption de lois protégeant l'environnement. Ce n'est pas cher payé quand des milliards de profits sont en jeu. C'est juste un peu d'huile dans les rouages, pour s'assurer que la machine à faire du fric ne se grippe pas.

BP et Shell, en tête du peloton, auraient dépensé autour de 50 millions, et Total, quatrième de la liste, 29 millions.

Pour préserver le droit de piller les réserves pétrolières de la planète et de continuer à la polluer, ils sont prêts à écorner légèrement leurs profits, mais ils sauront se rattraper sur les consommateurs.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons,**
sans autre mention

Mail: contact@lutte-ouvriere.be,

Tel: **0479-44.81.52.**

éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

[LutteOuvriere.Arbeidersstrijd](https://www.facebook.com/LutteOuvriere.Arbeidersstrijd)

Abonnements:

Normal : 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € / 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

En 2020, préparons la riposte du monde du travail !

En France, malgré les appels à la « trêve de noël » des médias et de certains syndicats, la grève a continué à la SNCF et dans les transports parisiens. Pendant toute la période des fêtes, les grévistes ont multiplié les actions. Bien loin du carcan corporatiste habituel qui cantonne les luttes dans un seul secteur, ils sont allés discuter avec d'autres travailleurs de tous les secteurs, à la porte de leur entreprise, dans les centres commerciaux, dans les rues... Car tout le monde est conscient que le retrait de la réforme des retraites, qui concerne l'ensemble des travailleurs, dépend de l'élargissement de la grève.

Jeudi et samedi passés, les manifestations dans tout le pays ont encore réuni des centaines de milliers de manifestants. Et si les médias ont surtout montré les heurts très violents avec la police en fin de cortège, ces manifestations se distinguent surtout par la multitude des slogans chantés, des pancartes et banderoles fabriquées par les grévistes eux-mêmes, montrant qu'ils n'entendent plus se taire ou laisser quiconque parler à leur place !

Macron est loin d'en avoir terminé avec la contestation ouvrière ! Il n'a pas réussi à monter la population contre les cheminots qu'il a osé décrire comme des privilégiés ! Et même dans les grandes entreprises privées où la grève est restée très minoritaire, les sympathies pour le mouvement restent grandes. Pour éviter des extensions de la grève, le gouvernement a fait des concessions, en multipliant des exceptions à certaines catégories, lui qui dit vouloir imposer un régime universel ! Cela n'a pas convaincu les grévistes d'abandonner le mouvement. Au contraire, ils l'ont pris pour ce que c'était : un premier recul... et se sont sentis encouragés pour continuer.

Les grévistes peuvent être fiers de leur mouvement. Ils nous montrent le chemin à tous !

Certes, en Belgique, nous n'avons pas de gouvernement fédéral. Mais cette grève nous concerne. La retraite à points de Macron est la même que celle que le gouvernement Michel a voulu imposer. Une réforme qui aurait dû devenir le coup de grâce après le relèvement de l'âge de la prépension (Di Rupo), de l'âge de la pension (Michel) et les modifications de calcul (tous les gouvernements depuis les années 90), qui ont déjà considérablement réduit les pensions. Elle est pour l'instant retournée

dans les tiroirs suite à l'impossibilité de promulguer de nouvelles lois fédérales.

Mais les pensions seront dans le collimateur de n'importe quel futur gouvernement, tout comme la sécurité sociale. Car le patronat est déterminé à baisser les salaires, notamment à travers la baisse des cotisations qu'il verse aux caisses de la sécurité sociale. Et les fonds financiers veulent faire leur beurre sur le dos des travailleurs qui auront encore les moyens de se payer une assurance vieillesse privée.

Les réformes des pensions vont de pair avec les baisses des salaires, les licenciements, les attaques contre les allocations de chômage et la dégradation des services publics soumis à l'austérité. Toutes ces attaques contre le niveau de vie des travailleurs afin de pouvoir gaver les banquiers.

Dans les entreprises, les patrons n'attendent pas qu'il y ait un gouvernement fédéral pour mener leurs restructurations, pour diminuer l'emploi, augmenter la charge de travail, pour imposer des contrats précaires, entraînant partout une dégradation des conditions de travail.

Les gouvernements régionaux n'ont pas attendu non plus qu'il y ait un gouvernement fédéral pour appliquer de nouvelles politiques d'austérité en diminuant les budgets de tout ce qui est utile à la population. Le gouvernement N-VA-CD&V-VLD en Flandre le fait en grande pompe, le gouvernement PS-Ecolo-MR en Wallonie en essayent de faire en sorte que ça ne se remarque pas trop. La différence s'arrête là, car pour tous les gouvernements, il s'agit de libérer de l'argent pour les profits des entreprises et des banques.

Alors, les travailleurs ne doivent pas attendre non plus pour montrer qu'ils ne comptent pas se laisser faire. La FGTR appelle à une manifestation nationale le 28 janvier pour « défendre la sécurité sociale ». Il faut y être le plus nombreux possible. Bien sûr, ce n'est pas une seule manifestation qui changera le rapport de forces, et les objectifs mis en avant par la direction syndicale sont très limités, car elle craint surtout pour son propre rôle de « partenaire social ». Mais plus on sera nombreux, plus il sera difficile pour les directions syndicales de s'arrêter là. Et tôt ou tard, il nous faudra faire ce que les grévistes de la SNCF et des transports parisiens ont commencé à faire : devenir nous-mêmes des militants de nos luttes !

Les dividendes des aides ménagères

Un peu partout dans le pays, des aide-ménagères ont observé une journée de grève à l'appel de la CSC. Leurs patrons refusent en effet d'appliquer l'augmentation ridicule de 1,1% convenue dans l'accord interprofessionnel aux 147.000 personnes employées sous le régime des titres-services.

L'argument des patrons est qu'il faudrait alors augmenter le prix du chèque-service, ce qui mettrait l'existence du système en danger.

On se demande alors comment les patrons de « Het Poetshuis », Jo Mellemans et son épouse Elly Huysmans, ont pu se verser 6,8 millions d'euros de leur société Stellar qui contrôle 11 sociétés de services ménagers en Flandre.

L'histoire de cette société en dit long sur le système des chèques service.

Fondée en 2010, Het Poetshuis exploite aujourd'hui 10 000 aides ménagères pour un chiffre d'affaire de plus de 200 millions d'euros. Un succès qui doit tout à la sueur des aides ménagères qu'elles versent chez 60 000 clients pour un salaire de 11,50 euros seulement. Mais qui est redevable aussi aux caisses publiques. Car pour chaque titre service, l'Etat verse 13

euros aux « entreprises agréées ».

Pour la Wallonie, avec 31.361.502 titres remboursés, cela fait plus de 400 millions d'euros à charge de la région, dont au moins 230 millions d'euros sont allés aux agences et pas seulement pour financer leurs frais de fonctionnement !

Ils ont les moyens d'engraisser toute une série de patrons petits et grands? Alors les aides ménagères doivent être augmentées vraiment, de

façon à pouvoir en vivre dignement et avec des horaires qui permettent de vivre sans s'épuiser au travail !



Témoignage: il n'y a pas que le salaire

En tant qu'aide-ménagère en titres services, on a rarement un contrat à temps plein. Et donc pas non plus un salaire plein. Nous travaillons dur, mais ce n'est pas pour autant qu'on peut en vivre. Pour les femmes seules, c'est vraiment la galère. Et pour les autres, on reste le plus souvent dépendante du salaire du notre mari. Sauf quand il tombe au chômage. Là, si on a « trop » travaillé, on peut se retrouver « chef de famille » et l'homme n'a alors que le chômage du cohabitant !

Souvent, on travaille plus que ce qui est écrit dans le contrat. Je peux par exemple avoir un contrat de 20 heures/semaine, mais travailler 30 ou même 38 heures. Mais là, on est lessivé après. Et on n'a pas encore fait son propre ménage... Il y a des filles qui ont un contrat de 20 heures, mais 30 heures de nettoyage chez les clients. Et cela pendant des années. C'est payé, mais c'est une fois malade et à la mutuelle qu'on se rend compte que le revenu de remplacement est calculé sur 20 heures ! Pourtant, on se retrouve quasiment toutes un jour en incapacité de travail. Car nous faisons un travail très dur. Le dos et les épaules prennent un coup et les opérations du canal carpien sont fréquentes aussi. Quant à la pension, on peut s'attendre à une misère...

1,1%: même pas vrai!

L'Accord interprofessionnel de février 2019 prévoyait une « marge salariale » de 1,1%. Mais même cette augmentation ridicule n'était qu'un maximum que le patronat ne semble avoir appliqué que très rarement.

Une preuve de plus que ce n'est pas sur les négociations qu'on peut compter. Il faut se préparer à la lutte pour imposer une augmentation importante de tous les salaires, pensions et allocations !



Les salaires, pensions et allocations doivent augmenter !

Selon une étude de Solidaris, 48% des travailleurs sont pauvres. Et cette étude ne prend pas en compte les travailleurs au chômage. La conclusion est que même avec un CDI, il n'est plus forcément possible de joindre les deux bouts. 29% des travailleurs n'arrivent pas à mettre un peu d'argent de côté chaque mois pour les imprévus. 60% des locataires éprouvent des difficultés à payer leur loyer... Et bien sûr, les femmes et les parents seuls sont deux fois plus touchés que les hommes.

Secteur de la santé : la mobilisation doit continuer !

La décision du parlement d'accorder d'urgence 33 millions d'euros par mois au secteur de la santé avait fait grand bruit. Ce « fonds des blouses blanches » aurait effectivement été versé pour les mois de novembre, décembre et janvier.

Sauf que l'argent est versé au fonds « Maribel » et l'allocation de l'argent est soumise à un accord entre les patrons et les syndicats... qui n'a pu être trouvé depuis deux

ans. Or, depuis le dernier grand « accord social » d'il y a deux ans, qui devait déjà permettre d'embaucher et d'améliorer les conditions salariales, aucun accord n'a été trouvé. Car pour chaque centime d'augmentation, les patrons réclament des contreparties, et notamment encore plus de flexibilité !

Des déclarations pipeau s'ajoutent aux déclarations pipeau. Pour que l'argent arrive vraiment au person-

nel, en emplois et salaires, il n'y a pas d'autre solution que d'accentuer la mobilisation.



La boulimie

En 2019, les 10 milliardaires les plus riches de la planète ont vu leur fortune s'accroître de 191 milliards d'euros, soit 36 399 € par minute pour chacun d'eux ! Même s'ils pourront s'acheter les yachts les plus grands, ils ne sauront pas le dépenser. Ils vont spéculer encore plus et aggraver la crise.



Leur richesse c'est notre misère

Sur les 10 milliardaires les plus riches, sept sont Américains. C'est aussi le pays où l'espérance de vie recule pour la deuxième année consécutive, une première pour un pays développé. Cela en dit long sur ce que cela coûte aux travailleurs d'enrichir cette poignée de parasites.

De l'argent, il y en a

Il y a désormais 29 milliardaires en Belgique d'après le site « De Rijkste Belgen » qui comptabilise les riches en Belgique. Ce sont 10 de plus qu'il y a deux ans !

A elles seules, ces 29 familles détiennent 91,2 milliards d'euros, soit deux fois plus que le coût annuel des pensions.

Le pourboire élevé des PDG

Le 9 janvier, les PDG des entreprises du BEL20 avaient déjà gagné autant qu'un travailleur de leur entreprise gagnera en un an. Il nous reste 356 jours pour nous battre pour nos salaires !

Carlos Ghosn : Après la fuite en jet privé, le parachute doré ?

Carlos Ghosn, l'ancien PDG de Renault et Nissan, a fui le Japon où il était poursuivi pour détournement de fonds. Planqué au Liban, il se présente en victime qui aurait échappé à un complot ourdi contre lui.

Ce monsieur n'a eu aucun scrupule à se gaver grâce à l'exploitation renforcée de dizaines de milliers de salariés de Renault et de Nissan. Il n'a aucun regret d'avoir licencié en masse pour pouvoir, en retour, bénéficier de mirobolants salaires, jusqu'à 13 millions d'euros en 2017, sans compter les à-côtés fastueux, ni les trucages fiscaux.

Pour s'évader, il a pu disposer des moyens pour affrèter deux avions privés pour traverser la planète clandestinement en direction d'une de ses nombreuses résidences de luxe.

Dans le monde de Carlos Ghosn, la prison, c'est pour les pauvres, pas pour les riches. Au point qu'il ose saisir Renault en justice pour lui payer 15 millions d'euros en plus d'une retraite de 800.000 euros par an !

Le cynisme et le pouvoir de ces patrons voyous et licencieurs ne cesseront que lorsque les travailleurs leur arracheront définitivement le pouvoir pour diriger eux-mêmes la société.

Carlos Ghosn et ses pleureuses

Le sort de Carlos Ghosn n'émeut pas grand monde parmi les dizaines de milliers de travailleurs de Renault et de Nissan ou chez tous ces travailleurs mobilisés pour défendre leur retraite contre le gouvernement Macron. Mais il a quand même trouvé des soutiens :

Marine Le Pen trouve par exemple que « *Le gouvernement n'a strictement rien fait (...) pour le respect des droits de la défense de M. Ghosn, qui est un Français.* ». Quelques jours plus tôt Jean-Luc Mélenchon déclarait : « *Les droits de l'Homme et de la défense ne s'appliquent pas en fonction des critères de classe. M. Ghosn y a le droit comme les autres. La maltraitance à laquelle s'est livrée la justice japonaise est inacceptable.* »

Laissons-les verser leurs larmes sur un de leurs maîtres.

Moyen Orient: Trump, l'incendiaire

L'assassinat du général iranien Ghassem Soleimani par un drone de l'armée américaine, le 3 janvier, a été un coup de tonnerre. Le président des États-Unis Donald Trump, qui l'a commandité, continue de jouer avec le feu au milieu de l'énorme poudrière qu'est la région du Moyen-Orient.

Car le coup de Trump est une véritable provocation. Soleimani était une figure importante du régime iranien. Justement parce que son élimination pouvait signifier un acte de guerre évident, il se sentait dans une certaine position d'invulnérabilité, au point de ne pas spécialement chercher à cacher le détail de ses déplacements aux yeux de l'armée américaine.

Cet acte de guerre accule encore plus le régime iranien. Depuis que les États-Unis ont décidé d'accroître leur pression économique et politique contre l'Iran, le pays est en train d'étouffer. Le blocus économique extrêmement sévère a fait s'effondrer la production. Le PIB (produit intérieur brut) a reculé de 5 % en 2018 et de presque 10 % en 2019. La production pétrolière a été divisée par deux. Le chômage a explosé. Son taux officiel est aujourd'hui de 17 %. La hausse des prix a été de 35 % l'année dernière, après avoir déjà été de 30 % l'année précédente. Le recul économique est tel que le budget de l'État iranien pour l'année à venir est retombé à des niveaux jamais atteints depuis plus de trente ans et la période de la guerre Iran-Irak. En fait, les émeutes de novembre dernier n'étaient que la conséquence logique de cet effondrement catastrophique du niveau de vie de la population.

Une des premières conséquences de l'agression américaine avait été de donner la possibilité au régime iranien de faire de Soleimani un martyr et de rassembler les foules importantes autour de ce haut responsable des pasdarans (gardiens de la révolu-

tion islamique) qui avaient pris en charge la répression des manifestations.

Mais l'unité nationale a été de courte durée. La destruction en vol, le 8 janvier, d'un avion de ligne ukrainien transportant 176 passagers, la plupart d'origine iranienne, a provoqué des nouvelles manifestations d'hostilité au régime des ayatollahs qui font face à la répression également.

Trump a osé déclarer son soutien à la population iranienne ! Lui qui a remis en selle le dictateur syrien Bachar al Assad. Comme à chaque fois, les Etats-Unis soutiendront les opposants du régime, tant que c'est dans l'intérêt de leur domination sur la région.

La situation est explosive dans tout le Moyen-Orient. Les rivalités entre les différentes puissances régionales s'aiguisent : entre l'Iran et l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël, autant d'États qui sont sur le pied de guerre ou déjà carrément en guerre, qui interviennent directement ou indirectement en Syrie et en Irak. L'Arabie saoudite mène sa guerre au Yémen, l'armée turque vient de s'installer au nord de la Syrie et a même commencé à intervenir en Libye. Il ne manque pas grand-chose pour qu'une guerre généralisée embrasse toute cette région.

Le rôle de premier fauteur de guerre revient aux États-Unis, dont l'intervention militaire contre Sad-

dam Hussein en 2003 a complètement déstabilisé le Moyen-Orient, et qui veulent contrôler cette région stratégique. Les dirigeants américains n'ont jamais non plus abandonné l'idée d'abattre le régime iranien mis en place en 1979. Car ce régime, issu d'une révolution étranglée par le parti religieux de l'ayatollah Khomeini, dont les dirigeants actuels sont les héritiers, a toujours voulu maintenir son indépendance et sa liberté d'action face à l'impérialisme américain. Pour rappeler qu'il veut lui faire payer ce passé, Trump a déclaré justement qu'il pourrait attaquer 52 sites iraniens, en référence aux 52 Américains de l'ambassade des États-Unis à Téhéran qui avaient été pris en otages pendant plusieurs mois en 1979.

Un cap guerrier a été franchi. Et même si ni les États-Unis ni l'Iran n'ont intérêt à l'escalade militaire, tout en est place pour qu'elle puisse avoir lieu. Ce n'est pas le Moyen-Orient seul qui est au bord du gouffre. Par le jeu des rivalités et des alliances entre les grandes puissances et leurs alliés, et surtout parce que le monde capitaliste est en plein pourrissement et engendre partout des tensions guerrières, en Orient comme en Occident, l'assassinat de Ghassem Soleimani à Bagdad le 3 janvier pourrait avoir des conséquences terribles à l'échelle mondiale.

Article du journal *Lutte Ouvrière*



Australie : l'irresponsabilité du pouvoir

Une zone plus étendue que deux fois la Belgique partie en fumée, 25 morts à ce jour, 100 000 personnes évacuées, des milliers de bâtiments détruits, des animaux brûlés par millions, les grandes métropoles australiennes asphyxiées par la fumée qui macule jusqu'aux glaciers néo-zélandais situés à 2 000 kilomètres : les feux qui dévastent en ce moment l'Australie ont pris une proportion monstrueuse.

En 2019, pendant l'hiver austral, de juin à septembre, la sécheresse a été particulièrement longue. La saison des feux de forêt a commencé tôt au printemps, dès septembre-octobre. Les très fortes chaleurs de l'été, ressenties depuis décembre, ont servi d'accélérateur à ce fléau saisonnier.

Ce sont des centaines de feux qui touchent une très vaste zone : essentiellement les États de Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria et d'Australie Méridionale. Or c'est là, dans le sud-est du pays, que se situent les grandes agglomérations – Sidney, Melbourne et la capitale Canberra – et que résident la majorité des 25 millions d'Australiens. Les pompiers sont dépassés par l'ampleur de la catastrophe, qui pourrait durer des mois.

La colère de la population contre le Premier ministre, Scott Morrison, ne fait qu'augmenter. Ce dirigeant du Parti libéral, de droite, est arrivé au pouvoir il y a un an et demi en s'appuyant sur l'influence des grandes compagnies minières. Niant ou minimisant le réchauffement climatique, il a laissé toute liberté aux patrons de l'industrie du charbon, particulièrement polluante, demandant à la population d'être patiente à ce sujet. Cette politique de laisser-faire dans tous les domaines apparaît comme particulièrement néfaste, au moment où les effets à long terme du réchauffement s'ajoutent aux causes saisonnières des feux.

Dans un premier temps, en décembre, Morrison n'a pas semblé se soucier des incendies, pourtant de plus en plus menaçants. Ce n'est que lorsque deux pompiers volontaires ont perdu la vie qu'il s'est senti obligé de revenir de ses vacances à Hawaï.

À présent, les hommages appuyés du Premier ministre au courage et au dévouement des pompiers sont devenus insupportables. Plusieurs personnes ont refusé de lui serrer la main lors d'une visite sur un des lieux du désastre, début janvier. Devant les caméras, un pompier l'a même vertement traité de c..., répétant l'épithète à l'attention de tout son gouvernement, et précisant que les pompiers mettaient leur vie en danger non pas pour lui faire plaisir, mais pour protéger la population, malgré la politique des dirigeants du pays.



Le chef des pompiers de Nouvelle-Galles du Sud, un État pourtant dirigé par la coalition de Morrison, a aussi critiqué, quoique plus poliment, le gouvernement qui avait repoussé depuis un an et demi l'attribution d'un budget pour accroître la flotte aérienne de la lutte anti-incendie. À présent seulement, face à l'indignation de la population, Morrison annonce que les besoins des pompiers et les nécessités de financer la reconstruction seront pris en compte, semblant ne plus vouloir évoquer le prétexte de l'austérité budgétaire. L'annonce de la mobilisation de 3 000 soldats réservistes a aussi été dénoncée par le chef des pompiers, qui l'a apprise par les médias, comme un geste inutile d'un Premier ministre désireux de faire oublier son inaction générale.

C'est aussi sous la pression que, ces derniers jours, les autorités ont accepté d'indemniser en partie les journées de salaire perdues par les pompiers volontaires, qui ont quitté leur travail plusieurs semaines pour se battre contre les feux. Auparavant, elles s'y étaient refusées, malgré les avertissements sur les risques d'une saison des feux particulièrement féroce et la perspective d'une diminution des vocations de pompier volontaire dans les zones rurales, impliquant de perdre tout ou partie de son salaire.

Face à cette catastrophe, pourtant annoncée, le gouvernement australien montre qu'il a la vue particulièrement courte et ne réagit qu'une fois la catastrophe hors de contrôle. Mais, alors que le réchauffement climatique ne peut qu'accroître la fréquence et l'intensité de tels cataclysmes, et pas seulement aux antipodes, son irresponsabilité révoltante est à l'image de celle de la plupart des dirigeants du monde, plus soucieux de contenter les grands groupes capitalistes que de préparer l'avenir et de sauver les populations.

Article du journal Lutte Ouvrière

Vootours

La vente des opérateurs télé et internet Voo, filiale de Nethys, au fonds d'investissement américain Providence a été approuvée par le conseil d'administration de Nethys, c'est-à-dire par les partis PS, MR et Ecolo.

A l'origine, la vente avait été négociée par Stéphane Moreau et ses acolytes qui s'étaient d'ailleurs réservé des parts pour eux-mêmes. Cette privatisation « dans le dos des communes actionnaires de Nethys-Elodia » était un des points reprochés à Moreau. Qui s'était défendu en disant qu'il avait reçu mandat des communes de trouver un repreneur.

En effet, en voit maintenant que le monde politique n'a strictement rien contre la privatisation à un fonds qui est connu pour revendre les entreprises qu'il achète, après 5 ans et prise de bénéfice.

Les responsables publics se justifient par le fait que l'accord modifié prévoit des garanties pour l'emploi, même en cas de revente par Providence. Parole de politicien privatisateur et de patron vautour...



L'austérité, en Wallonie aussi...

Les agents de l'Agence Wallonne du Patrimoine ont appris la diminution du budget 2020 de 3 millions €, soit 7%. Une décision de la ministre De Bue qui est en complète contradiction avec les exigences des travailleurs, dont le cahier de revendication réclame 60 embauches et une augmentation des budgets pour sortir leur administration de la paralysie et retrouver des conditions de travail correctes. Cette décision est d'autant plus choquante que lors d'une réponse à une question parlementaire, le 22 novembre, la ministre avait dépeint la situation financière de l'Agence du

Patrimoine comme alarmante, indiquant qu'elle n'excluait pas que l'AWaP « se retrouve dans l'incapacité de faire face à ses engagements financiers ».

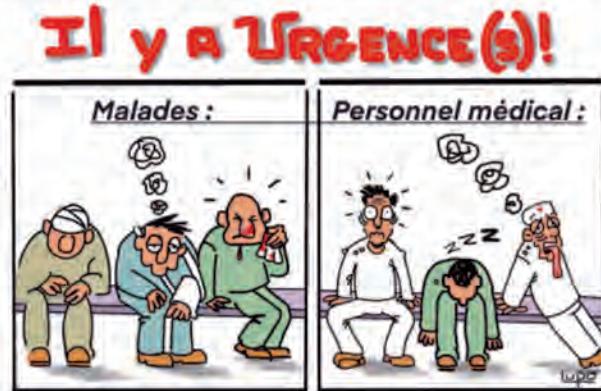
La décision de la ministre est le début de la mise en pratique du « budget zéro », par lequel le ministre du budget wallon, Jean-Luc Crucke, veut trouver 50 millions € d'économies à réaliser sur les dépenses de l'administration et des organismes qui dépendent d'elle. Nous sommes en janvier, et il ne s'agit là que du premier « contrôle budgétaire » comme disent les ministres pour désigner les mesures d'austérité. Il y en aura donc

d'autres... si les employés et ouvriers laissent faire.

En Flandre, la coalition de droite-nationaliste annonce les mesures d'austérité de façon provocante, en tentant d'opposer les travailleurs du public ou de la culture à l'opinion publique. En Wallonie, le gouvernement socialiste-libéral mène la même politique d'austérité, mais en l'emballant dans un discours hypocrite sur le social et l'environnement. Alors entre les méthodes des uns, ou celle des autres, il n'y a pas vraiment de choix pour les travailleurs. Sauf, bien sûr, celui de se défendre collectivement.

Il faut embaucher !

Le personnel des urgences de Tivoli dénonce depuis des mois le sous-effectif chronique, dangereux et usant. Il devrait y avoir neuf infirmières et aides-soignants en journée, mais ce chiffre n'est jamais atteint et on en est très loin. Le syndicat souligne qu'en cas de grève, où un régime de service minimum s'applique, ils seraient plus nombreux qu'en temps habituel, c'est-à-dire sept le matin, sept l'après-midi et quatre pour couvrir la nuit !



La misère et ceux qui en sont responsables

La ville de la Louvière a doté le CPAS de 3,3 millions d'euros supplémentaires, ce qui porte le budget du CPAS à 16,65 millions d'euros. Il y a aujourd'hui à La Louvière 10 000 personnes qui survivent grâce au mal nommé « revenu d'intégration sociale ». C'est deux fois plus qu'il y a dix ans.

Pendant ce temps, la fortune de la famille Boël a plus que doublé : de 759 millions d'euros en 2012 à 1,6 milliards en 2019 (selon le site derijkstebelgen.be) !

Avec cette augmentation, il aurait été possible d'embaucher 20.000 personnes et de leur payer un salaire digne de 40.000 euros... sans que monsieur le comte cesse d'être multimillionnaire !